

Gilets jaunes : la trahison des élites - Institut de locarn

Publié le

19 novembre 2018



Lors de son interview sur le Charles-de-Gaulle, Emmanuel Macron a reconnu ne pas avoir « réussi à réconcilier le peuple français avec ses dirigeants ». Revient alors à l'esprit le livre de Christopher Lasch : « La révolte des élites et la trahison de la démocratie ». Livre prémoniteur. Publié en 1996 aux États-Unis, il décrit une société américaine où les élites se sont détachées du peuple avec pour résultat le Tea Party, l'élection de Donald Trump, et un pays au bord de l'implosion. Après le Brexit et le vote italien, c'est au tour des Français de manifester contre ces élites qui les ignorent. Comment cela finira-t-il ?

Après coup, il est facile de dire « on vous avait prévenu » ou « il était évident que le peuple se révolterait un jour ». Mais en vérité, tant aux États-Unis qu'en Grande-Bretagne ou en Italie, personne n'a vu le coup venir bien qu'il y eut des signes annonciateurs. Cette révolte a trois causes principales : la mondialisation, les nouvelles technologies, et l'immigration. Les deux premières ont privé de nombreux salariés de leur emploi, soit parce qu'il a été externalisé ou remplacé par des robots. La troisième a renforcé leur sentiment de déchéance par la crainte de voir le peu d'emplois non-qualifiés restant captés par les immigrés, réveillant un racisme latent chez tous les peuples.

Les élites, portés par la vague mondialiste et technologique, ont embrassé cette postmodernité qui leur ouvrait les portes d'un nouveau monde illimité en apparence par les possibilités qu'il offrait tout en augmentant leur bien-être matériel. La césure était inévitable. Elle l'était d'autant plus qu'elle

s'accompagnait d'une révolution économique par l'adoption du néolibéralisme qui associe déréglementation, austérité et réduction de la pression fiscale sur les capitaux. Le néolibéralisme fut présenté aux salariés comme une nouvelle voie, une troisième voie qui se traduit dans les faits par une baisse du pouvoir d'achat, accompagnée d'une réduction des services publics dans les pays anglo-saxons, augmentant d'autant l'inégalité entre les classes sociales. Au bout du compte, ce mouvement des classes populaires délaissées par les élites est une condamnation de la démocratie telle qu'elle est pratiquée de nos jours. Le rôle des élites – des philosophes, aurait dit Platon – est d'administrer la cité équitablement, non pour leur propre compte.

Aux États-Unis, ce mouvement conduit à l'élection d'un électron libre narcissique. En Grande-Bretagne, il plonge la nation dans une crise dont il est difficile de prévoir l'issue. En Italie, il annonce un blocage politique inextricable tant il est profond. En France, il est trop tôt pour se prononcer sur les gilets jaunes, mais il serait dangereux de les ignorer. Reconnaître son erreur, comme le fit le président français, est méritoire, mais ne suffit pas. Il faut reprendre le problème à la base, c'est-à-dire en comprendre les motivations profondes, et proposer des solutions justes à un horizon proche.

La marche de manœuvre des pays concernés est étroite en raison de leur situation économique. A défaut de solutions, la révolte s'amplifiera et se cristallisera pour déboucher in fine sur l'autoritarisme.

Partager :